

Patrick Gilli

L'impossible capitale ou la souveraineté inachevée : Florence, Milan et leurs territoires (fin XIVe-XVe s.)

[A stampa in *Les villes capitales au Moyen Âge* (XXXVIe Congrès de la SHMESP, Istanbul, 1er-6 juin 2005), Paris 2006, pp. 75-95 – Distribuito in formato digitale da "Reti Medievali"]

La question que je voudrai traiter repose sur un paradoxe initial : l'émergence de supposées capitales d'état en Italie ne se décèle qu'au moment où se construisent des états régionaux, c'est-à-dire au moment même où l'histoire de la péninsule italienne cesse d'être largement polycentrique et urbanocentrique pour devenir une histoire fondée sur un territoire qui excède la cité, si bien que la notion de capitale est indissociable de celle d'affaiblissement des villes au profit de la ville dominante. Dans le cas italien, on sait comment la carte géopolitique s'est simplifiée, laissant au milieu du XVe siècle quelques cités devenues centres de commandement régionaux¹. Mais gouverner depuis une métropole régionale est-ce la même chose que créer une capitale ? Il y a dans ce dernier mot une présomption de consensus ou d'adhésion qui suppose que les habitants de l'état cessent d'être prioritairement citoyens de leur ville ou de leur bourgade pour reconnaître comme horizon de leur vie politique une cité majeure. Mutation considérable au regard de la tradition communale de l'Italie médiévale qui, pour être achevée, impliquerait une véritable légitimité de la domination de la ville capitale et de ses représentants, mieux encore qui impliquerait que la nouvelle polarisation de l'espace se substitue aux frontières mentales ancestrales où coïncidaient identités juridiques (la *civitas* au sens de citoyenneté), identités territoriales (la *civitas* et son *contado* comme lieux physiques) et identités urbaines. Les sources pour mesurer la réalité de cette hypothétique mutation se sont guère évidentes ; comme souvent, nous n'avons pas le point de vue des dominés mais celui des vainqueurs, et encore s'agit-il de documents purement idéologiques, davantage performatifs que descriptifs. C'est pourtant à partir d'eux que je tenterai de voir si la création d'un empire régional (le mot apparaît dans les sources à la fin du XVe siècle) a correspondu à l'émergence d'une capitale d'empire.

Mais même ainsi la question mériterait d'être affinée; l'apparition d'États régionaux s'est, en effet, effectuée au détriment d'entités plus petites ou moins résistantes, les communes, qui au XIIIe siècle, et en partie encore au XIVe siècle, tendaient à agir comme autant d'isolats politiques, nonobstant des fidélités plus génériques envers des institutions supra-nationales : l'Empire, pour les cités gibelines; l'Église, pour les cités guelfes. Ces cités veillaient jalousement à la défense de leur *districtus*. Si l'on songe aux difficultés militaires rencontrées par les Florentins dans l'acquisition de Pise ou de Volterra, au XVe siècle encore, il est facile de comprendre que l'unification politique régionale n'était pas chose aisée, rendant impossible l'émergence d'une conscience régionale².

Qui plus est, une conscience de l'italianité subsistait au-delà même de l'unité urbaine³. Au XIVe siècle, l'exaltation de l'Italie et de ses habitants se retrouve aussi bien dans la tradition littéraire de Dante⁴ ou Pétrarque⁵ (pour ne parler que des plus célèbres) que dans la pratique politique, comme

¹ Parmi une vaste bibliographie, voir la récente synthèse de Charles M. de la Roncière, « De la ville à l'état régional : la constitution du territoire », dans Jean Boutier, Sandro Landi, Olivier Rouchon éd., *Florence et la Toscane, XIVe-XIXe siècles. Les dynamiques d'un Etat italien*, Rennes, 2004, p.15-38.

² Sur les incertitudes de la notion de *Tuscia* au Moyen Âge, voir les contributions d'Andrea Zorzi, « Le Toscane nel Duecento », et de Marco Tangheroni, « Il secolo XIV », dans Gabriella Garzella éd., *Etruria, Tuscia, Toscana. L'identità di una regione attraverso i secoli, II (secoli V-XIV). Atti della seconda Tavola rotonda, Pisa, 18-19 marzo 1994*, Pise, 1998, p.87-120 et 121-132.

³ Sur les variations de ce sentiment durant le Haut Moyen Age, à partir de Cassiodore, voir G. Galasso, *L'Italia come problema storiografico*, Turin, 1992, (réédition de l'introduction de l'A. à la *Storia d'Italia*, U.T.E.T., Turin, 1981), p.49-53, à partir de l'usage d'*italicus* ou *italienses*. Sur l'italianité à une époque plus tardive, A. Tenenti, "Profili e limiti delle realtà nazionali in Italia fra Quattrocento e Seicento", dans *Id.*, *Stato : un'idea, una logica*, Bologne, 1987.

⁴ Sur l'Italie chez Dante, voir A. Cecilia et F. Brancucci, *Enciclopedia dantesca*, III, Rome, 1971, s.v. "Italia".

⁵ Sur le nationalisme culturel de Pétrarque, outre la canzone "Italia mia", voir sa dernière bataille idéologique contre le moine cistercien français Jean de Hesdin, *Invectiva contra eum qui maledixit Italiae*, de 1373 (sur l'argument, P.G. Ricci, "La cronologia dell'ultimo certamen petrarchesco", *Studi petrarcheschi*, IV, 1951, p.47-57).

chez Cola di Rienzo⁶. Mais durant le *Trecento*, l'italianité restait entendue comme une forme élargie de la romanité⁷. Tout aussi significative est la présentation "domestique" de l'Italie chez Benvenuto d'Imola, un des plus célèbres commentateurs de Dante, pour qui l'Italie est la plus belle maison du monde dont Rome est l'*arx* et la tête; la *Tuscia*, la *camera*; la Lombardie, la *sala* bien garnie; L'Apulie, l'étable, etc⁸. Pourtant déjà, cette romanité qui voudrait épuiser l'italianité n'est plus de mise dans les grandes cités. Giovanni Villani ne se moque-t-il pas de la naïveté de Cola di Rienzo et de l'irréalisme de son projet politique de restauration sénatoriale ? : "Volea riformare tutta Italia all'ubediencia di Roma al modo antico; la detta impresa del tribuno era un opera fantastica e de poco durare"⁹. Ainsi, vers le milieu du XIVe siècle, au moment où les cités majeures se lancent à la conquête de cités plus petites qu'elles soumettent à leur *dominium*, la romanité comme support de la conscience italienne devient l'objet de critique.

De fait, l'instauration d'authentiques capitales régionales devait passer par le règlement de la question romaine : comment Florence ou Milan, les deux cités sur lesquelles je m'arrêterai, pouvaient-elles rivaliser avec Rome et son capital symbolique pour apparaître comme des cités dignes de fédérer à la fin du Moyen Âge les consciences politiques de l'état dont elles constituaient la métropole ?

Dans l'âpre lutte que se livrent le duc de Milan, Jean Galéas Visconti, et la seigneurie de Florence dans les dernières décennies du XIVe siècle, la propagande politique fut une arme utilisée sans réserve¹⁰. Or, parmi les arguments invoqués par les poètes de cour milanais figure la possibilité d'une accession de Jean Galéas Visconti à la royauté d'Italie¹¹, comme dans ce poème de Saviozzo di Siena, qui déclare que toute l'Italie l'appelle *padre* et espère "incoronare le <sue> benigne e prezioze chiome"¹². Au demeurant, cette certitude d'un couronnement royal était vivace aussi chez les ennemis florentins¹³ du Visconti dont les poètes évoquaient ce fait possible comme un désastre pour l'Italie. Citons ce poète anonyme d'Arezzo :

E un signor avra Italia bella/ che tanto tempo e stata vedovella./ De conte, duca e poi sara reale/ un che è tiranno nella gran pianura¹⁴.

⁶ Voir en particulier pour la vision politique de l'Italie, chez Cola di Rienzo, E. Rota, *Genesi storica dell'idea italiana*, II, Milan, 1948, p.1-24. Rappelons qu'un des premiers actes de Cola comme tribun fut d'accorder la citoyenneté romaine à tous les Italiens. Utiles aussi sur cet épisode les dernières biographie du tribun : Amanda Collins, *Greater than emperor : Cola di Rienzo (ca. 1313-54) and the World of fourteenth-century Rome*, Ann Arbor, 2002, p.144-145, et Tommaso di Carpegna Falconieri, *Cola di Rienzo*, Rome, 2002, p.98-99.

⁷ Lellia Cracco Ruggini et Giorgio Cracco, "L'eredità di Roma", *Storia d'Italia*, Einaudi, Turin, 1973, V, 1, *I documenti*, p.11 et sq. Au demeurant, l'exaltation de cette romanité au *Trecento* se déploie, en partie au moins, en rupture avec la tradition culturelle du *Duecento* qui, sur fond de développement des cités communales en opposition à toute forme de soumission à des instances supérieures, qu'elles soient d'Eglise ou d'Empire, s'enracinait dans l'exigence de la *libertas*, c'est à dire de l'autonomie de gestion. Exigence dont la forme la plus aiguë fut la rédaction des *statuti* communaux qui prétendaient, sans toujours y parvenir, primer le droit romain. Le rejet est tel que l'on a pu parler du XIIIe siècle comme du siècle sans Rome (G. Toffanin, *Il secolo senza Roma. Il Rinascimento del secolo XIII*, Bologne, 1942).

⁸ Benvenuto de Imola, *Comentum super D. Aligherii Comoediam*, éd. G. F. Lacaïta, Florence, 1887, III, p.184-85, cité par L. Cracco et G. Cracco, *op. cit.*, p.44.

⁹ G. Villani, *Nuova Cronaca*, éd. G. Porta, Padoue, 1990, XII, 90, cité par G. Galasso, *op. cit.*, p.108.

¹⁰ Sur le thème, outre l'incontournable H. Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance. Civic Humanism and republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton, 1959, voir A. Medin, "I Visconti nella poesia contemporanea", *A. S. L.*, 18, 1891, p.733-795. Sur les batailles de la propagande durant les guerres viscontiennes, voir A. Lanza, *Firenze contro Milano. Gli intellettuali fiorentini nelle guerre contro i Visconti (1390-1440)*, Rome, 1991.

¹¹ Il faut néanmoins rappeler que l'appellation "royaume d'Italie" (*regnum Italiae*) restait entendue dans un sens traditionnel et historique, celui du royaume d'Italie tenu par les Lombards, c'est-à-dire l'Italie padane, la Lombardie à l'exception de la Vénétie. Les Visconti, plus tard les Sforza, ont préféré d'ailleurs convoiter le *regnum Lombardiae* au *regnum Italiae*; un temps, Galéas Sforza, successeur de François Sforza, a même suggéré l'investiture d'un royaume de Milan, avant de se ranger lui aussi à l'idée de royaume de Lombardie. Voir D.M. Bueno de Mesquita, "The Sforza Prince and his State" dans *Florence and Italy. Renaissance Studies in Honour of Nicolai Rubinstein*, Denley Peter et Elam Caroline éd., Londres, 1988., p.168, n.32.

¹² Texte édité dans *Rime di Cino di Pistoia e d'altri del sec. XIV*, G. Carducci éd., Florence, 1862, p. 590.

¹³ Sur les inquiétudes florentines à propos d'une accession à la royauté, cf. Cipolla, *Storia delle signorie italiane dal 1313 al 1530*, Milan, 1881, p.203.

¹⁴ Texte de cet anonyme aretin dans *Miscellanea francescana*, II, p.4, cité par A. Medin, *op. cit.*, p.765.

Le thème de la tyrannie unificatrice sur lequel les Florentins articuleront leur contre-propagande montre que le sentiment d'italianité semble moins important que celui de liberté et que la nature de la domination politique (en l'occurrence la république ou la tyrannie/monarchie) a une valeur supérieure à la "nationalité" du chef.

Au contraire, du côté milanais, on fait vibrer la corde antiquisante pour montrer que l'unité des peuples italiens mérite un effort particulier. Ce n'est pas pour rien que l'humaniste Antonio Loschi, alors au service de la chancellerie milanaise, rappelle dans une de ses poésies adressée à François Novello da Carrara, seigneur de Padoue (et l'un des chefs militaires de l'armée viscontienne contre Florence¹⁵) que l'enjeu de la guerre n'est rien moins que la reconquête de l'unité latine :

"Allez, capitaines du duc, ne donnez pas de répit aux Florentins. Tombez-leur sur le dos comme la foudre. Dieu veut le salut de l'Italie et cette paix à laquelle aspirent tous les Latins¹⁶".

Il est d'ailleurs frappant de constater que l'essentiel du corpus épistolaire ou poétique consacré par cet humaniste aux affaires des Visconti présente les guerres du Visconti comme des guerres en faveur de l'Italie, et non pas de la Lombardie¹⁷. Ainsi, la défense de la péninsule reste une référence rhétorique (à défaut d'être un objectif politique), alors même qu'il ne s'agit "que" de combats régionaux, entre deux "impérialismes"¹⁸ en lutte pour une hégémonie locale. Pour autant, les Milanais se servent de ce thème "pan-italique" et en tirent toutes les conséquences possibles. Ainsi reprochent-ils aux Florentins d'avoir fait appel à des étrangers, en l'occurrence des Français, pour se défendre, au risque de faire entrer le loup dans la bergerie italienne¹⁹. Citons à ce propos la remarquable lettre des ambassadeurs milanais aux Vénitiens :

Firenze contro ai costumi degli antichi, ha dato opera di far passare in Italia, Francesi e Tedeschi, nazione strane e barbare e inimiche del nome italiano, per inducere sopra le teste degl'Italiani coloro i quali la natura coll'opposizione delle Alpi, gli ha esclusi dall'Italia. Ed e tanta la cecità del loro consiglio che non si intendono, se i Francesi o i Tedeschi si conducono in ytalia essere la commune ruina di tutti gl'Italiani, e non meno tornare sopra i loro capi che sopra le teste degli altri²⁰.

L'insistance sur une opposition de nature entre Transalpins et Cisalpins, la notion implicite de frontière naturelle assignée aux Alpes, sont autant d'arguments mobilisés pour justifier que les Italiens doivent "laver leur linge sale en famille". Deux remarques à propos de ce texte : d'abord, attribuer aux Alpes une valeur frontalière ne va pas de soi. Il suffit de rappeler l'existence du comté (puis du duché) de Savoie, à cheval sur l'arc alpin, pour s'étonner de ce jugement (sans parler du marquisat de Montferrat et du duché de Saluces, inféodés à la couronne de France, pendant une partie du XVe siècle du moins). Culturellement et linguistiquement, ces régions n'étaient pas toujours considérées, par les Italiens eux-mêmes, comme pleinement italiennes; c'est ce que dit Dante dans le *De vulgari eloquentia* :

¹⁵ Sur le détail événementiel et les circonstances de composition de la poésie, voir V. Zaccharia, "Le epistole e i carmi di Antonio Loschi durante il cancellariato visconteo (con tredici inediti)", *Atti dell'Accademia nazionale dei Lincei*, série VIII, vol. XVIII, 1975, p. 379-80. La lettre a été écrite entre 1387 et 1392.

¹⁶ Texte latin dans G. Da Schio, *Sulla vita e sugli scritti di Antonio Loschi*, Padoue, 1858, p.65.

¹⁷ Pour les textes se rapportant à Jean Galéas Visconti, voir V. Zaccharia, *op. cit.*, p. 411-443.

¹⁸ Sur la dimension impérialiste de l'action florentine en Toscane, voir R. Fubini, "Classe dirigente ed esercizio della diplomazia nella Firenze quattrocentesca. Rappresentanza esterna e identità cittadina nella crisi della tradizione comunale", dans *I ceti dirigenti nella Toscana del Quattrocento*, Florence, 1983, p.147 sq., et W.J. Connell, "The Commissioneer and the Florentine territorial state", *Ricerche Storiche*, 18, 1988, p. 591-617. Ces deux articles montrent comment la Florence du XIVE s. était engagée dans un processus expansionniste encore plus grand que celui des Visconti et étudient le personnel de cette expansion dont le projet est encore plus radical que celui des rivaux lombards (au moins à partir de 1384 et de l'acquisition d'Arezzo).

¹⁹ Il s'agit de l'alliance militaire conclue en 1396 entre Florence et la France. Sur la trame événementielle, L. Mirot, *La politique française en Italie de 1380 à 1422, I, les préliminaires de l'alliance florentine*, Paris, 1934.

²⁰ G. Romano, "Giangaleazzo Visconti e gli eredi di Bernabò", *Archivio storico lombardo*, 1891, p.76.

Aussi, [...] je dis que les villes de Trente et Turin, et aussi Alexandrie, ont leur siège si proches des bornes d'Italie qu'elles ne peuvent avoir une langue pure. [...] Si donc pour seul gibier nous avons l'italien illustre, celui dont nous cherchons trace ne peut se trouver en icelles²¹.

En second lieu, il est patent que les conseillers du duc, qui sont en même temps ici les propagandistes de sa politique, s'arc-boutent sur la défense d'une italianité supra-étatique. Il n'est nullement question d'exalter un éventuel patriotisme lombard, s'opposant au patriotisme florentin : le débat porte sur la protection de la péninsule tout entière. D'évidence ce n'était pas dans une lettre destinée à obtenir la bienveillante neutralité des Vénitiens que les Milanais se seraient risqué à glorifier la Lombardie, mais même dans des documents à usage purement interne, il n'est trace d'une tentative d'exaltation de la région (le mot "région" est ici entendu au sens de territoire politique sur lequel s'exerce le pouvoir d'une seule personne, le duc).

En effet, dans ces mêmes circonstances diplomatiques tendues, Antonio Loschi, devenu en 1397 chancelier de Milan, avait écrit une *Invectiva in Florentinos* cette même année. Le texte nous est conservé, entre autres, dans la réponse qu'en donne le chancelier de Florence, Coluccio Salutati²², qui reprend, point par point, en les citant afin de les contredire, les arguments du chancelier du duc de Milan²³. Dans sa critique, Loschi avait notamment accusé les Florentins d'être des destructeurs de la patrie et des trublions de la tranquillité de l'Italie (*vastatores patriae et quietis Italiae turbatores*)²⁴, ce à quoi Salutati répond qu'il faut s'entendre sur le nom de patrie :

Que signifie en fait dévaster la patrie, si ce n'est la ruiner? Si, par patrie, tu entends la nôtre (i. e. Florence), tu devrais sûrement l'espérer, mais ne pas t'en affliger. Si tu entends la Ligurie, la Flaminie, la Vénétie, opprimées par le joug de ton seigneur, sois triste, je t'en prie, mais ne le blâme pas et souhaite-toi bonne chance, ainsi qu'à tes amis, destructeurs des ennemis de la patrie, mais ne plains pas le reste de l'Italie²⁵.

Apparaît ici une distinction entre la patrie italienne, désignée implicitement par les appellations administratives des régions de l'Italie romaine de l'antiquité, et la "petite" patrie locale ou régionale, cette dernière n'étant qu'un sous-ensemble de la première.

Loschi s'était aussi gaussé des Florentins qui prétendent être les dignes héritiers de la Rome antique ("hoc enim nomine (sc. romano) superbire soletis et vos genus praedicare romanum")²⁶. En réponse, le chancelier florentin, remontant aux origines anciennes de la cité, s'évertue à lui trouver des ancêtres romains, en montrant que la cité est une construction romaine dont plusieurs monuments portent encore témoignage²⁷.

Ainsi les Florentins, par l'entremise de leur chancelier²⁸, se situent-ils également dans le cadre d'une patrie romaine commune. On ne voit apparaître dans les dernières décennies du XIV^e siècle aucune forme d'attachement local, en l'occurrence florentin, qui diminuerait la fierté, primordiale, d'être Italien, c'est-à-dire descendant des Romains. Non que l'exaltation de leur cité d'origine ne se

²¹ Dante, *De l'éloquence en langue vulgaire*, I, XV, 8, dans Dante, *Oeuvres complètes*, trad. A. Pézard, Paris, 1965, p. 584-85. Jugement à nuancer toutefois par le poème de Pétrarque "Italia mia" où il est question du *schermo* des Alpes qui sépare l'Italie de la rage tudesque.

²² L'édition intégrale de l'*Invectiva in Florentinos* est dans D. Moreni, Florence, 1826.

²³ Edité par E. Garin dans *Prosatori latini del Quattrocento*, qui date l'invectiva de Loschi de 1399 et la réponse de Salutati de 1403 (*ibid.*, p. 4-5). Sur Loschi, voir en dernier lieu, G. Gualdo, *Antonio Loschi, segretario apostolico (1406-1436)*, dans *Archivio Storico Italiano*, 147, 1989, p. 749-769.

²⁴ *Prosatori, op. cit.*, p. 8.

²⁵ *Id.*, p. 12 : "Quid enim aliud est vastare patriam quam patriam exhaurire, ut, si de patria nostra sentias, optandum hoc esse tibi deceat, non dolendum? Si vero de Liguria, Flaminia Venetiaque, domini tui pressis iugo, forsan intelligis, doleas, obsecro, non reprehendas, optaque tibi tuisque partibus hostium patriae vastatores, nec reliquam ex hoc deploras Italiam."

²⁶ *Id.*, p. 14.

²⁷ *Id.*, p. 20.

²⁸ Sur le rôle du chancelier dans la vie politique florentine, et en particulier de Coluccio Salutati, voir R. Witt, *Coluccio Salutati and his Public Letters*, Genève, 1976, et *Id.*, *Hercules at the Crossroad. The Life, Works and Thought of Coluccio Salutati*, Durham, North Carolina, 1983.

retrouve chez les lettrés²⁹, mais l'orgueil de cette citoyenneté se rattache plutôt au sentiment d'avoir une antiquité commune ("contro ai costumi degli antichi" était l'expression utilisée dans la lettre des Milanais citée ci-dessus) qui semble plus importante que le localisme.

Néanmoins, dans cette même réponse du vieux chancelier de Florence, il y a un passage moins connu sur les relations entre cités majeures et cités soumises, qui permet d'éclairer la délicate articulation entre identité locale et identité régionale. Le chancelier de Milan reprochait aux Florentins d'asservir les villes qui étaient tombées sous leur domination et d'avoir remplacé des tyranneaux locaux par une oppression encore plus grande. Salutati y répond en des termes qu'il faut relever pour l'utilité de notre propos :

Les sujets que notre cité a organisés, constitués, et arrachés aux mains des tyrans, sont donc opprimés par la tyrannie et privés de leur antique dignité ? [...] Tu penses que cette partie du peuple florentin, hors des murs et qui habite dans les champs ou les municipes, et dont tu n'imagines pas la liberté, désirerait, au lieu d'être nos sujets, être soumise à la servitude de ton maître ? Qu'est-ce donc qu'être Florentin, si ce n'est être, par nature, citoyen romain et donc, libre et non esclave³⁰?

Ainsi, les sujets du *contado*, ce qui inclut des villes prestigieuses comme Arezzo, annexée depuis 1384 (sans parler de ce qui passera pour le symbole de l'impérialisme florentin, la conquête de Pise en 1406, légèrement antérieure au texte de Salutati, mais à laquelle pensent déjà les responsables florentins au moment où la réponse à Loschi est rédigée), devraient se sentir, prioritairement, Florentins. Intéressante remarque qui laisserait penser que pour l'élite dirigeante, la soumission du plat-pays devait s'accompagner d'une "politique d'assimilation culturelle"; malheureusement, nous n'en trouvons aucune trace dans les actes de la pratique³¹, tant la citoyenneté florentine demeure un privilège rare et tant aussi l'attachement campaniliste demeure vivace³².

Nous sommes donc renvoyés à notre point de départ : la fierté d'être florentin reste, chez Salutati, une forme dérivée de l'orgueil d'être Italien ou plus précisément Romain.

La situation va se modifier quelque peu dans les premières décennies du XVe siècle, lorsque Leonardo Bruni accède à la charge de chancelier³³. Avec lui, Florence revendique, sur le plan idéologique, un statut d'indépendance et la fierté d'être Florentin vient se substituer à la gloire de la romanité. D'ailleurs, à la différence de son maître Salutati, Bruni, dans ses oeuvres

²⁹ Pour Florence, la chronique de Villani est un hymne à la grandeur de la cité; néanmoins, pour une réévaluation plus modérée de la chronique de Giovanni Villani (et de sa continuation par son frère Matteo), voir Marvin B. Becker, "Towards a Renaissance Historiography in Florence", dans *Renaissance Studies in Honor of Hans Baron*, Florence, 1971, p.141-173, qui indique comment la foi dans la valeur immuable de la cité s'érode peu à peu.

³⁰ *Ibid.*, p.30 : "Tyrannide ne suffocantur aut dignitate pristina spoliati sunt Florentinorum subditi, quos vel urbs nostra constituit atque fecit, vel de tyrannorum manibus eruit aut recepit? (p.32)

³¹ Sur la difficile accession à la citoyenneté florentine, voir les travaux de Julius Kirshner, notamment, "Civitas sibi faciat civem": Bartolus of Sassoferrato's Doctrine of the making of a citizen", *Speculum*, 48, 1973, p.694-713 et *Id.*, "Ars imitatur naturam. A Consilium of Baldus on Naturalization in Florence", *Viator*, 5, 1974, p.289-331; ces articles montrent toute la difficulté pour un non-Florentin d'origine à obtenir une intégration juridique et politique dans la cité de l'Arno, obsédée par l'enracinement ancestral de la famille. Bien des décennies plus tard, Francesco Vettori, ami de Machiavel, dira à son tour que Florence dirige son *contado* "modo tyrannico" (voir C.C. Bayley, *War and Society in Renaissance Florence*, Toronto, 1961, p.277). Quant à la notion de municipe qu'utilise Salutati, il faut la prendre dans son acception antique : une cité soumise à Rome et sans droit de citoyenneté. Dans la plupart des cas, les citoyens des cités soumises à Florence désireux d'émigrer vers la capitale y payaient des taxes pendant vingt ans et devaient y passer trente ans avant de devenir électeurs.

³² Pendant tout le *Trecento*, nombreux sont les auteurs toscans à déplorer l'annexionnisme florentin dans la région. Voir en particulier les exemples donnés par F. Tateo, "I Toscani e gli altri", dans *La Toscana nel secolo XIV. Caratteri de una civiltà regionale*, S. Gensini éd., Pise, 1988, p.11-14.

³³ Sur le personnage, un des plus importants humanistes du XVe siècle, sur lequel H. Baron avait déjà attiré l'attention à plusieurs reprises, voir désormais *Leonardo Bruni cancelliere della Repubblica di Firenze, Convegno di Studi (Firenze, 27-29 ottobre 1987)*, Paolo Viti éd., Florence, 1990.

historiographiques, évite d'insister sur la liberté de Rome, préférant celle de Florence³⁴. Plusieurs indices attestent cette orientation nouvelle; dès avant son accession à la chancellerie, un des offices les plus prestigieux de la République, Bruni s'était fait connaître comme zélé de la cité où il avait élu résidence (il était, en effet, originaire d'Arezzo, cité-pépinière d'intellectuels "florentins") et où il allait accomplir l'essentiel de sa carrière, en publiant un éloge de la ville appelé à devenir un classique du genre, pendant tout le XVe siècle : la *Laudatio urbis Florentiae*³⁵. Sans revenir sur cette oeuvre célèbre, retenons qu'un de ses objectifs les plus importants fut de marquer une rupture avec la tradition romaine de la ville ou plus précisément d'affirmer que Rome est morte, mais que son esprit survit désormais sur les rives de l'Arno. Il n'est plus question de filiation mais de substitution³⁶. Les humanistes milanais, Pier Candido Decembrio en tête, dans son *De Laudibus Mediolanensium urbis panegyricus* de 1435-36, mais aussi Lorenzo Valla (que l'on peut, à bon droit, considérer comme philo-viscontien sur cette question : il a séjourné en Lombardie à plusieurs reprises et faisait partie des cercles lettrés de Milan), s'indigneront de voir Bruni proclamer la mort de Rome, pour mieux s'en approprier l'héritage. Valla, dans une lettre de 1436 adressée à Decembrio, ne dit pas autre chose :

Il [sc. Bruni] veut que Florence soit l'héritière de l'empire du peuple romain, comme si Rome était morte et que Florence était issue de cette lignée des meilleurs Romains, alors que les Romains ultérieurs n'auraient pas eu pour origine ces mêmes ancêtres³⁷.

Ce qui nous intéresse dans cette polémique, c'est surtout la tentative brunienne de fonder une identité florentine qui serait désormais coupée de la Rome réelle, géographique, pour s'enraciner dans une origine génétique ou pour mieux dire spirituelle, qui aurait recueilli l'essentiel de l'héritage antique. N'y a-t-il pas là les germes d'un patriotisme enraciné sur un sol, certes italien, mais avant tout toscan³⁸? Dans la *Laudatio*, Bruni, prenant à rebours toutes les traditions, n'hésite pas à affirmer que désormais tout Italien a une double dépendance patriotique :

Il n'y a personne dans toute l'Italie qui n'estime n'avoir une double patrie : en matière privée, la propre patrie de chacun, en matière publique, la ville de Florence³⁹.

³⁴ C'est ce que fait remarquer Anna Maria Cabrini, "Le *Historiae* del Bruni: risultati e ipotesi di una ricerca sulle fonti", dans *Leonardo Bruni cancelliere della Repubblica di Firenze*, op. cit. p.298.

³⁵ Voir les articles de H. Goldbrunner, "Laudatio urbis: Zu neuen Untersuchungen über das humanistische Städtelob", *Quellen und Forschungen aus Italienischen Archiven und Bibliotheken*, 63, 1983, p.313-328, et A. Santosuosso, "Leonardo Bruni Revisited: A Reassessment of Hans Baron's Thesis on the Influence of the Classics in the *Laudatio Florentinae Urbis*", dans *Aspects of Late Medieval Government and Society. Essays Presented to J.R. Lander*, J.G. Rowe éd., Toronto-Buffalo-Londres, 1986, p.25-51, et Riccardo Fubini, « La "Laudatio Florentinae urbis" di Leonardo Bruni: immagine ideale o programma politico? », dans *L'immagine della città nella storia d'Italia*, a cura di F. Bocchi e R. Smura, Rome, 2003, p. 285-296.

³⁶ Voir les remarques de H. Baron, "The Changed Perspective of the Past in Bruni's Histories of The Florentine People" dans *Id., In Search of Florentine civic Humanism*, I, Princeton, 1988, p.51, qui parle de la révolution copernicienne de Bruni : le monde cesse de tourner autour de Rome.

³⁷ *Laurenti Valle Epistole*, Ottavio Besomi et Mariangela Religiosi éd., Padoue, 1984, p.161: "Vult Florentiam esse heredem imperii populi romani, quasi ipsa Roma extincta sit, eademque progenitam ab optimis (p.162) illis Romanis, tanquam posteriores Romani non ab illis priscis originem ducant;". La *Laudatio* de Bruni a été écrite vraisemblablement à l'été 1403, mais elle a reçu une diffusion nouvelle dans les années 1435-36, quand l'hypothèse d'un départ de la curie de Bâle circulait avec insistance, et que plusieurs villes italiennes proposaient leur hospitalité.

³⁸ D'ailleurs ce n'est pas pour rien que Bruni est aussi un des premiers humanistes à s'intéresser aux antiquités étrusques de la Toscane, période glorieuse s'il en fut, où les petites cités d'Etrurie n'avaient pas attendu l'extension de la civilisation romaine pour briller (Bruni, *Historiarum...*, op. cit., p.68); sur le *revival* étrusque du XVe siècle, voir G. Cipriani, *Il mito etrusco nel Rinascimento fiorentino*, Florence, 1980, et G. Cambiano, « L'Atene nascosta di Leonardo Bruni », *Rinascimento*, 38, 1998, p.3-25, sur le mythe d'autochtonie athénien et les cités étrusques chez Bruni.

³⁹ L. Bruni, *Laudatio Florentinae urbis*, éditée par H. Baron, *Humanistic and Political Literature in Florence and Venice at the beginning of the Quattrocento*, Cambridge (Mass.), 1955, p.251: "Nec ullus est iam in universa Italia qui non duplicem patriam se habere arbitretur: privatim propriam unusquisque suam, publice, autem Florentiam urbem". L'idée d'une double patrie remonte, en fait, au Digeste (50, I, 33), où il était dit que tout sujet de l'empire avait deux patries : sa cité d'origine (*propria patria*) et Rome (*communis patria*). Bruni récupère activement la tradition juridique romaine, pour la détourner au profit de Florence. Sur l'argument de la double citoyenneté, voir Yan Thomas,

Florence, *altera Roma*! C'était pousser très loin la substitution.

Dans son *Histoire du peuple florentin*, commencée en 1416 (remarquons bien "du peuple florentin" et non pas "de Florence"; l'insistance sur la notion de *populus* visant à marquer l'égalité de statut avec le *populus romanus*), il écrit, en farouche défenseur de sa cité, contre le monopole centralisateur de Rome, à l'époque antique :

Comme de puissants arbres peuvent empêcher de jeunes pousses naissantes de croître ou de pousser plus haut, ainsi la puissante cité de Rome, écrasant son entourage de sa grandeur, n'a pas supporté qu'une cité italienne, en aucune façon, ne s'accroisse plus qu'elle⁴⁰.

Nous sommes loin désormais de la revendication d'une filiation de Rome, dont Florence ne serait qu'un des surgeons. S'il fallait trouver une correspondance factuelle à cette perspective politique, il suffirait de rappeler qu'en mars 1434, le pape Eugène IV consacrait le *Duomo* de Florence, dont Brunelleschi venait quelques semaines auparavant de terminer la coupole. La signification de cette nouvelle construction nous est donnée par l'architecte-humaniste, Léon-Baptiste Alberti, qui avait assisté à la cérémonie : "[La coupole], structure si grande, élevée au dessus du ciel et assez large pour couvrir de son ombre *tous les peuple toscans*⁴¹ " (l'italique est de nous). Non plus donc un monument à la gloire d'une cité comme l'était le campanile de Giotto, mais un symbole de l'élargissement de l'horizon de Florence. Peut-il y avoir plus belle définition de l'annexionnisme florentin du XVe siècle ? N'imaginons pas qu'il ne s'agit là que d'une vue de l'esprit ; les relations entre Florence et les cités sujettes prennent une tournure nettement plus intégrées : les statuts florentins de 1409, encore inédits, et ceux de 1415 rappellent que la *civitas* florentine s'élargit à l'ensemble du domaine conquis. Dans ces derniers statuts, le *tractatus* IV, livre V, est consacré aux offices extrinsèque de la commune, autrement dit aux cités et terres soumises ; il est alors frappant de constater que le lexique utilisé pour trois des principales cités du domaine florentin présente quelques notables différences témoignant de la diversité dans l'effort « d'absorption », voire d'assimilation par Florence de ces entités : la cité de Pise, acquise en 1406, à la fois donc la plus puissante et la plus récente des conquêtes, est traitée sur un mode « colonial ». Florence envoie un « capitaine de la cité des Pisans » flanqué de nombreux officiers qui tous doivent être extérieurs à Pise⁴². Les statuts ne précisent pas quel est le niveau d'intégration de la ville, à l'inverse de celle d'Arezzo où il est affirmé que celle-ci doit être « in perpetuum in comitatu Florentiae⁴³ ». Pise est soumise, mais n'est pas définie comme portion du *comitatus* florentin. La situation prend une autre tournure dans le cas de Pistoia puisque il est proclamé avec solennité que ses habitants doivent être considérés comme des *comitatini* florentins rattachés même au quartier de Santa Maria Novella et au gonfalon de la licorne⁴⁴. Un lien organique et institutionnel est créé depuis la métropole qui projette son organisation territoriale sur la cité dépendante. Cet effort de coordination régionale et de hiérarchisation dans la dépendance traduit incontestablement une forme de maillage territorial et administratif centripète qui conduit vers la capitale, à la fois lieu cardinal du pouvoir et seigneurie collective. Florence est à la fois l'espace urbain circonscrit d'où

'Origine' et 'commune patrie'. *Étude de droit public romain (89 av. J.-C. -21 ap. J.-C.)*, École Française de Rome, 1996.

⁴⁰ Leonardo Bruni, *History of the Florentine people . Volume I . Books I-IV*, James Hankins edition and translation, Cambridge-Harvard, 2001, p.16 : "Ut enim ingentes arbores novellis plantis iuxta surgentibus officere solent nec ut altius crescant permittere, sic romanae urbis moles sua magnitudine vicinitatem premens, nullam Italiae civitatem maiorem in modum crescere patiebatur".

⁴¹ L.B. Alberti, *De la peinture*, trad. J.L. Schefer, Paris, 1993, p.69. On remarquera que la dilatation de l'horizon florentin sur l'ensemble toscan correspond aussi à une prépondérance démographique accrue : en 1348, Florence contient 46% de la population toscane; en 1427, 53% (S.R. Epstein, « Cities, Regions and the Late Medieval Crisis : Sicily and Tuscany compared », *Past and Present*, 130, 1991, p.18).

⁴² *Statuta populi et communis Florentiae anno salutatis MCCCCXV*, Fribourg (mais Florence), 1783, III, 2, p.516.

⁴³ *Ibid.*, p.532.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 539: "Civitas Pistorii et omnis eius comitatus et districtus sit et esse intelligatur verum et originale territorium atque comitatus de territorio et comitatu civitatis Florentiae et quartierio Sanctae Mariae Novellae et vexillo unicorni dictae civitatis ».

proviennent les dirigeants dépêchés dans les cités soumises et la seule source d'autorité de ces magistrats. Mais est-il légitime alors de parler de ville capitale ? Une seigneurie collective a-t-elle le statut de capitale, c'est-à-dire de simple réceptacle du pouvoir ? Il ne s'agit pas d'une interrogation purement nominaliste : la notion de capitale implique à la fois une centralité dans le commandement et, en même temps, une distanciation du pouvoir vis-à-vis de l'espace urbain. Si, dans le cas florentin, le commandement était bel et bien centralisé dans la désignation des offices extrinsèques, il n'y avait pas d'écart entre la domination de la ville et la légitimité du pouvoir. Pour faire une comparaison, le roi de France réside (généralement) à Paris vers lequel convergent toutes les requêtes, mais Paris n'est pas pour autant identique au pouvoir royal. C'est dans cette proximité avec le pouvoir, mais aussi dans sa radicale altérité d'avec le pouvoir que peut s'instaurer l'espace de la capitale. A Florence, la ville est dans le même temps source collective de l'*auctoritas* et puissance urbaine écrasante. Il n'y a aucune distinction entre l'entité urbaine et la légitimité politique. C'est la raison pour laquelle on pourra difficilement parler de capitale. L'Etat c'est la *communis Florentiae* ! Dès lors, Florence n'est pas réductible à la simple situation de cité primant les autres, ce qui serait le propre d'une capitale. En fait, il faudra attendre l'érection du duché de Florence, puis du grand-duché de Toscane au XVI^e siècle pour que la cité de l'Arno puisse réellement se configurer en capitale d'Etat. Mais à ce moment-là, la *communis Florentiae* aura abdiqué ses *regalia* entre les mains du grand-duc.

Dès le début du XV^e siècle, toutefois, on entrevoit la réflexion politique évoluer. Dans ses lettres de chancellerie, Leonardo Bruni s'adresse aux cités dépendantes en les appelant les filles dévouées de Florence ; c'est en particulier le cas dans des lettres de 1429 adressées aux Volterrains révoltés contre la fiscalité florentine⁴⁵.

Le même Leonardo Bruni, alors qu'il était secrétaire pontifical, avait été très loin dans la volonté d'intégration juridique des territoires soumis. Comme souvent chez les humanistes, les opinions politiques sont émises à partir d'une réflexion sur les sources antiques. Dans le cas qui nous concerne, c'est à propos d'une discussion sur le sens de *civitas* et d'*urbs* dans une lettre de février 1409 à son ami Niccolo Niccoli. La *civitas* dit-il, désigne l'ensemble de la juridiction soumise à une cité et non seulement le territoire urbain, si bien qu'une *urbs* peut être petite de taille, mais qu'en tant que *civitas*, elle peut être fort étendue⁴⁶. C'est à partir de ce point de doctrine juridique que Bruni rejette l'habituelle distinction entre cité et *contado*, arguant qu'il n'y a pas lieu de les opposer :

De plus l'argument prouve que chez les Anciens, la distinction est entre citoyens et étrangers et non, comme nous le faisons aujourd'hui, même si nous le faisons par incompetence (dans notre époque de dégradation, toute cette incompetence fait confondre non seulement les choses mais même les mots) entre les citoyens et les habitants du *contado*⁴⁷.

Pourquoi lutter sur le terrain des mots si ce n'est pour prouver que les habitants des régions soumises à Florence (les *comitatini* selon Bruni) sont bel et bien partie intégrante de la citoyenneté florentine ? A défaut d'identité florentine *lato sensu*, Bruni s'engage sur le terrain de l'unité juridique des régions soumises à une ville, rompant nettement avec la tradition médiévale antérieure, élargissant la frontière de la ville à celle de l'Etat. Aussi sélective que soit l'accession à

⁴⁵ Gordon Griffiths, *The Justification of Florentine Foreign Policy offered by Leonardo Bruni in his Public Letters (1428-1444)*, Rome, 1999, p.133 : "Suscepimus litteras vestras in quibus nobis significatis tumultum istic fuisse nulla sinistra voluntate populi vestri deviandi a filiali devotione populi nostri".

⁴⁶ Leonardo Bruni, *Epistolario*, L. Mehus éd., Florence, 1746, I, p.78 : "licet urbs ipsa parva fuerit, civitas nichilominus maxima et amplissima fuisse potuerit", cité par R. Fubini, "La rivendicazione di Firenze della sovranità statale e il contributo delle "Historiae" di Leonardo Bruni", dans *Leonardo Bruni cancelliere della repubblica di Firenze. Convegno di Studi (Firenze, 27-29 ottobre 1987)*, Florence, 1990, p.51-52.

⁴⁷ *Ibid.* : "Probat insuper ratio, quod apud veteres distinctio sit inter cives et peregrinos, non, ut hodie facimus, ineptissime quidem sed tamen facimus (imperitia enim non solum rerum, sed etiam verborum omnia in hac temporum faece confundit) inter cives et comitatinos". Pour le débat juridique, voir les remarques de R. Fubini, art. cit.

la citoyenneté florentine, il faut remarquer que les statuts de 1415 entérinent cette vision, en intégrant très fermement les cités dépendantes dans la *civitas* florentine.

Reste bien sûr une hypothèque majeure : cette "florentinité" a-t-elle été assumée par les non-Florentins de souche ? Autrement dit, y eut-il diffusion, en Toscane, dans les premières décennies du XVe siècle, du sentiment d'être partie prenante d'une patrie florentine ? Il est pratiquement impossible de répondre à cette question⁴⁸. Remarquons toutefois que certains intellectuels non Florentins ont pu tendre vers une acceptation de cette domination. C'est notamment le cas d'Antonio Ivani da Sarzana, figure typique de ces humanistes à la recherche d'un poste prestigieux auprès des grandes cours seigneuriales du XVe siècle, et qui, en attendant un emploi digne de lui, a été notaire et chancelier de Volterra de 1466 à 1471⁴⁹, c'est-à-dire juste avant la farouche répression menée par Laurent le Magnifique contre les Volterrans révoltés⁵⁰. Or, peu après la mise au pas de la cité rebelle, il écrivit une lettre de consolation à son ami resté dans la ville, Sebastiano Borselli, et dont le passage suivant mérite d'être rapporté :

Si en outre, vous considérez toute la situation politique de l'Italie, vous verrez qu'un grand nombre de villes et de cités sont gouvernées par le jugement de quelques uns. En effet, il ne faut pas estimer indigne d'être dirigés, équitablement et utilement, par les meilleurs princes⁵¹.

La reconnaissance des régimes seigneuriaux, ici précisément la domination du Magnifique, s'appuie sur la critique du municipalisme. Mais la réflexion s'en tient aux principes politiques d'efficacité et de justice; encore une fois, il n'est pas trace d'une exaltation affective d'un *imperium* régional qui déboucherait sur un patriotisme local⁵².

Les Milanais, eux non plus, ne sont pas en mesure de proposer une matrice patriotique; pour eux, il est vrai, le problème est double : s'agissant d'exalter un patriotisme local, il faudrait tout à la fois puiser une fierté dans un sol aux frontières bien définies et d'autre part, bénéficier d'un régime politique légitimement installé sur ce territoire; or, dans ce registre, les choses ne se présentent pas au mieux : d'abord, les frontières de la Lombardie demeurent très incertaines. Encore au milieu du XIVe siècle, le notaire-chroniqueur Pietro Azario commence son *Liber gestorum in Lombardia* (rédigé entre 1362 et 1364) dans lequel il relate l'histoire des gouvernements milanais, essentiellement des Visconti, de 1250 à ses jours, par une description de la Lombardie : la géographie dessinée est celle d'un agrégat de trente cités, de Gênes à Trente, que rien de particulier n'individualise, si ce n'est le Pô qui la traverse et dans lequel se jettent les autres fleuves, devenus les seuls indicateurs d'une unité possible⁵³. On mesure la force de cet émiettement territorial qui hypothéquait jusqu'à l'idée d'une capitale régionale.

⁴⁸ Probablement que pour les Toscans du *contado* florentin, le sentiment d'appartenance ne devait guère se distinguer du sentiment (ô combien réel) d'être avant tout une matière fiscale. Il faut pourtant remarquer que l'Etat florentin était le mieux assuré de tous les Etats italiens de la période; il ne s'est jamais défait en une nuit comme il advint aux dominations des Visconti en 1402 et 1447 (voir ce qu'écrit à ce propos L. Martines, "Firenze e Milano nel Quattrocento. IL ruolo dei giuristi", dans G. Chittolini éd., *La crisi degli ordinamenti comunali e le origini dello stato del Rinascimento*, Bologne, 1979, p.218 sq.

⁴⁹ L'attention sur ce personnage (dont le recueil épistolaire dépasse les sept cents lettres, mais qui est surtout célèbre pour son *Historia de Volterrana calamitate*) a été attirée récemment par R. Fubini, "Antonio Ivani Sarzana: un teorizzatore del declino delle autonomie comunali", dans *Egemonia fiorentina ed autonomie locali nella Toscana nord-orientale...*, Pistoia, 1978, p.113-174.

⁵⁰ Sur cet épisode, E. Fiumi, *L'impresa di Lorenzo de' Medici contro Volterra (1472)*, Florence, 1948.

⁵¹ Cité par Fubini, "Antonio...", p.113 : "Si recte praeterea considerabitis universum Italiae statum, intelligetis urbium et oppidorum ingentem numerum gubernari arbitrio paucorum. Non enim videtur indignum quam a clarissimis principatibus aequè utiliterque reguntur."

⁵² A nuancer toutefois par une remarque d'Ivani : "Esse enim aliquid ac esse potestis [sc. les Volterrans] colendo populum Florentinum. Illarum [sc. les villes de Toscane soumises à Florence] vero plures ad nihilum sunt redactae" (dans R. Fubini, *op. cit.*, p.157).

⁵³ *Petri Azarii, Liber gestorum in Lombardia*, F. Cognasso éd., *R.I.S.*, XVI, /4, p.8: « Constat siquidem Lombardiam XXXta civitatibus fore preclaram, Alpibus et montibus asperrimis vallatam undique et circumclusam, per quam solus fluvius decurrens, nomine Padus, sociatus omnibus aliis fluviiis Lombardie a monte Apenino trahens initium et per

En second lieu, le pouvoir viscontien, certes renforcé par la concession du titre ducal en 1395 par le roi des Romains Venceslas, restait théoriquement celui d'un représentant impérial à Milan; d'ailleurs le titre concédé est bien celui de *dux Mediolani* et non *dux Lombardiae*⁵⁴. Dans la création d'une légitimité politique, les Visconti ont recherché prioritairement le soutien de Milan et de son duché. Nombreux sont les témoignages de cet ancrage urbain, directement lié, du reste, au poids économique de la métropole lombarde dans l'économie du duché : sous Jean Galéas Visconti, Milan concourt au tiers des rentrées fiscales de l'ensemble des territoires dépendants⁵⁵. N'est-il pas significatif que Jean Galéas ait instauré pour la naissance de son fils Giovanni Maria en 1389 une fête anniversaire à commémorer chaque année uniquement dans le duché de Milan (autrement dit la cité et son *contado*)⁵⁶. Créer les conditions d'une exaltation de la mémoire dynastique (tous les 7 septembre, des représentants de la ville devaient se rendre à Abbiategrasso [lieu de naissance du prince] et y apporter des oblations ; toutes les activités commerciales et administratives étaient fermées à Milan ce jour-là) en s'en tenant exclusivement à une cité et non à l'ensemble des possessions contrôlées par le seigneur témoigne assurément du lien organique entre la ville et son prince, mais témoigne, dans le même temps, de l'impossibilité d'une dévotion dynastique dilatée aux frontières du « pays réel ». Tout aussi significativement, lorsque le duc entendait communiquer sur ces victoires, les dispositions festives étaient réservées à la *civitas Mediolani* et non aux autres terres⁵⁷. Milan est épice de du pouvoir ducal, base et fondement de la domination seigneuriale, métropole régionale, mais nullement capitale de l'Etat. Paradoxalement, l'excès de dépendance entre la ville et ses seigneurs interdisait à la cité de devenir capitale d'un Etat : trop indispensable à la dynastie pour la survie de celle-ci, Milan ne pouvait à la fois jouer le rôle d'une base arrière de la famille et de lieu éminent et consensuel pour l'ensemble des territoires soumis au *dominium* viscontéen.

A l'occasion, toutefois, les ducs de Milan ont pu chercher à faire vibrer la fibre locale pour justifier leur politique : en 1427, durant la guerre contre Venise et alors que le rapport de force militaire ne lui est guère favorable, Filippo Maria écrit des lettres aux Milanais pour les inciter à prendre les armes contre les Vénitiens ; dans une de ces lettres, le duc en appelle à tous pour défendre la plus remarquable ville d'Italie, qui le sera encore davantage par le soutien qu'elle lui apportera⁵⁸ ! Le plus significatif est précisément que cet appel aux Milanais comme ultime recours du seigneur sonne comme un échec de l'armée « nationale » que Jean Galéas avait voulu instaurer en mai 1397 par la création des *cernide*, ces milices levées sur l'ensemble du territoire soumis (villes, bourgs et *terrae*) et destinées d'abord à le défendre⁵⁹. Il demeure bien difficile d'attester le statut de capitale assumée par Milan, en terme de représentation politique. Si les Visconti ont saturé la ville de leur

inferiora loca decurrens, Lombardiam sulcat et in Adrianum mare recipitur fluctuose». Sur l'ouvrage, voir M. Zabbia, *I notai e la cronachistica cittadina italiana nel Trecento*, Rome, 1999, p.90-119.

⁵⁴ L. Antonielli et G. Chittolini éd., *Storia della Lombardia, I. Dalle origini al Seicento*, Rome, 2003, p.96 ; il en va de même avec Filippo Maria Visconti en 1427. Dans une intéressante lettre du duc au roi des Romains en mai 1427 pour l'inciter à lui venir en aide contre les Vénitiens, Filippo Maria décrit ainsi les forces en présence : « Solus ego sum et ipsi plures ; est dominium Venetorum, est communitas Florentie, sunt domini mantuanus marchioque estensis qui omnes agunt contra me et statum imperii in Ytalia », dans L. Osio éd., *Documenti diplomatici tratti degli archivi milanesi*, II/2, Milan, 1870, p.298. Face au *dominium* vénitien, à la *communitas* florentine, le duc n'a pour lui que sa seule personne.

⁵⁵ Chiffre donné par Pier Candido Decembrio qui, dans sa *Vita* de Filippo Maria Visconti, rapporte ainsi cette donnée du gouvernement de Jean Galéas Visconti : voir Andrea Gamberini, « Il contado du Milano nel Trecento. Aspetti politici e giurisdizionali », dans *Id.*, *Lo stato visconteo. Linguaggi politici e dinamiche costituzionali*, Pise, 2005, p.153-199, ici p.154.

⁵⁶ L. Osio, *op. cit.*, I, 2, p.275-276.

⁵⁷ Voir par exemple l'annonce de l'acquisition de Pise du 22 février 1399 (L. Osio, *op. cit.*, I, 2, p.346) ou la reprise de Brescia en septembre 1403 (L. Osio, *ibid.*, p.380).

⁵⁸ L. Osio, *op. cit.*, II, 1, p.317-318 : «Capite ergo arma, viri fidelissimi et dilecti, et cum universo populo ad nostra festinate presidia, dateque operam, ut quemadmodum urbs illa nostra magna ceteras urbes Italie in rebus omnibus antecellit, ita etiam alias antecellat in hoc semper memorando subsidio». Ce genre de documents était vraisemblablement destiné à être crié publiquement, puisque dans une autre lettre (*ibid.*, p.319) contenant au dos les destinataires, il est précisé le nom du crieur public *ad scalas palatii novi*.

⁵⁹ Texte dans L. Osio, *op. cit.*, I, 2, p.315-316.

empreinte symbolique⁶⁰, elle demeure surtout l'écrin de leur pouvoir et non l'horizon politique des populations soumises aux Visconti.

Quant à la concession du titre de duc de Milan, on sait qu'elle a donné lieu à plusieurs diplômes pour clarifier les limites de la juridiction concédée, au point même qu'en 1397, le duc commissionna des scribes de sa chancellerie pour en rédiger un faux lui attribuant enfin le titre désiré de duc de Lombardie⁶¹ ! Au demeurant, les documents émanés de la chancellerie ducale entretiennent une réelle ambiguïté sur la notion de *ducatus* : s'agit-il de l'ancienne circonscription comtale de Milan (le *comitatus*) ou plus largement de tous les territoires soumis à la dynastie. Les diplômes impériaux eux-mêmes (ceux du 11 mai 1395 et du 16 octobre 1396) juxtaposaient le *ducatus Mediolani* (défini territorialement comme la ville et son diocèse) et les pouvoirs ducaux étendus aux cités mentionnées, sans véritablement trancher. Jean Galéas pour sa part recourt à un usage très polysémique du mot *ducatus*. Dans son testament de 1397, il évoque les divers *ducatus* (« videlicet in ducatu seu civitate Mediolani, eiusque diocesi, necnon in ducatu infrascriptarum civitatum et in ipsis civitatibus Brixie, Cremone, Bergami »⁶², plus loin : « Et ne de cetero controversia aliqua oriri possit inter suos descendentes et posteros de ducatus predictis... »). Comment imaginer l'idée d'une capitale, qui présuppose une unité organique d'un ensemble territorial, alors que les mots manquent dans la bouche même des dirigeants pour dire l'unité de la domination ? Certes, on trouve dans les documents des successeurs de Jean Galéas la formule de *domus nostra ac status nostrum* pour différencier la dynastie du territoire ou encore celle de *status ducis*⁶³ pour qualifier le régime, mais le poids de Milan demeure trop exclusif pour que la coordination régionale ait abouti à l'émergence d'une véritable hiérarchisation consensuelle des villes. L'idée de Jean Galéas Visconti d'ériger Pavie en duché dévolu à l'héritier dynastique, tel un dauphin, aurait pu aller dans ce sens, mais les vicissitudes dynastiques à la mort du premier duc ont empêché le développement de cette tradition.

S'ajoutait une hypothèque plus lourde encore. Les juristes assuraient certes que le titre de duc de Milan donnait à son détenteur autant de pouvoir qu'à l'empereur lui-même sur les terres et villes concédées⁶⁴. Mais il n'en demeurerait pas moins vrai que ce pouvoir ne pouvait excéder celui de l'empereur; or ce dernier avait sur les cités lombardes un *imperium* strictement réduit, sur le plan constitutionnel, par la Paix de Constance de 1183 signée par Frédéric Barberousse et la ligue lombarde, paix que les empereurs successifs avaient dû respecter ou accepter. Tous les juristes lombards du XVe siècle ont rappelé ce texte fondamental pour montrer que les Visconti ne pouvaient pas disposer à leur guise des droits des cités⁶⁵. Au delà donc des délicates procédures par lesquelles les Visconti, Jean Galéas le premier, ont réussi à s'imposer aux cités soumises (notamment par la nomination des podestats, l'imposition de taxes ou le contrôle des nominations épiscopales⁶⁶), il reste ce fait marquant que la Lombardie comme territoire unifié n'a pas de conscience commune et ne peut même en avoir aussi longtemps que le municipalisme, chevillé aux principes constitutionnels infrangibles de la Paix de Constance, impose ses contraintes. Un citoyen de Lodi, pour reprendre l'exemple utilisé par un juriste du XVe siècle, peut parfaitement être

⁶⁰ Patrick Boucheron, *Le pouvoir de bâtir. Urbanisme et pouvoir édilitaire à Milan (XIV et XVe siècles)*, Rome, 1998.

⁶¹ A. Gamberini, *op. cit.*, p.157, et Giancarlo Andenna, Renato Bordone, Francesco Somaini, Massimo Vallerani, *Comuni e signorie nell'Italia settentrionale : la Lombardia*, Turin, 1998, p.560-562.

⁶² L. Osio, *op.cit.*, I,2, p.320.

⁶³ *E.g.*, 7 septembre 1428 dans la lettre de Filippo Maria Visconti à l'empereur Sigismond (L. Osio, *op. cit.*, II, 2, p.388.

⁶⁴ Voir le *consilium* de Baldus, (*Consilia*, Venise, 1580), cité par J.W. Black, "The limits of Ducal Authority: A Fifteenth-Century Treatise on the Visconti and their Subject Cities" dans *Florence and Italy. Renaissance Studies in Honour of Nicolai Rubinstein*, P. Denley et C. Elam éd., Londres, 1988, p. 150.

⁶⁵ J.W. Black, *op. cit.*, p.153; voir néanmoins l'opinion contraire chez G. Barni, "La formazione interna dello stato visconteo", *Archivio storico lombardo*, I-IV, 1941, p.48-51 qui cite des décrets viscontiens annulant les statuts communaux antérieurs.

⁶⁶ Sur ce dernier point, voir L. Prodoscimi, "Chiesa e istituzioni ecclesiastiche a Milano di fronte alla formazione dello stato territoriale", dans *Id.*, *Problemi di storia religiosa lombarda*, Milan, 1969, p.92-95, qui insiste sur la période du grand Schisme et la crise conciliaire, dans l'instauration d'un contrôle ducal des nominations aux bénéfices ecclésiastiques en Lombardie, par le moyen des "Placet" du duc; plus récemment, M. Anselmi, "La provvista dei benefici (1450-1466). Strumenti e limiti dell'intervento ducale", dans *Gli Sforza, la chiesa lombarda, la corte di Roma*, G. Chittolini éd., Milan, 1989, p.1-88, qui montre la permanente recherche d'un accord, de la part des Sforza, avec le pape, pour une sorte de concordat bénéficial.

soumis à un podestat nommé par la dynastie des Visconti, pour autant la cité de Lodi est pleinement fondée à défendre sa *jurisdictio* contre les empiètements des seigneurs de Milan et leurs représentants. Bien sûr, cette disposition juridique ne préjuge nullement de l'effectivité de la domination des seigneurs de Milan, mais elle hypothèque fortement l'émergence d'un sentiment pan-lombard centré sur une métropole reconnue et admise par tous les sujets.

Les différentes tentatives viscontiennes pour obtenir le titre royal ne seraient-elles pas aussi, dans cette perspective, une façon de sortir de cette aporie constitutionnelle, en reconstituant finalement une entité, le *regnum Italiae* ou *Lombardiae*, antérieure à la Paix de Constance; entité qu'il serait plus facile de présenter dans une optique unitaire ? Ce n'est pas un hasard si une partie du projet politico-historiographique des Sforza, "héritiers" des Visconti, vise précisément à restaurer l'antique grandeur des Lombards, fondateurs du *regnum Italiae*⁶⁷ et à présenter les Visconti comme leurs descendants. Les Visconti eux-mêmes de leur vivant n'avaient pas engagé une semblable propagande historiographique. Toutefois, certains de leurs plus fidèles soutiens s'étaient aventurés dans une voie qui n'était pas sans rappeler le projet entrepris par Brunni à Florence. C'est le cas du frère augustin, Andrea Biglia, humaniste et historien (il a écrit une *Histoire de Milan sous les Visconti*)⁶⁸, qui a prononcé en 1429 un éloge funèbre à la mémoire de Jean Galéas (mort en 1402), où il définit ce qu'est, depuis Jean Galéas, la fonction du duché de Milan. Pourquoi, se demande-t-il, devons-nous aimer la maison des Visconti ? Il avance plusieurs raisons; la première est la suivante :

Lorsque avant, en Italie, il y avait presque plus de royaumes que de villes et qu'il n'y avait pas de place pour la liberté ou la dignité, ce furent, d'abord eux [sc. les Visconti], qui soumièrent cette province au droit et à l'autorité. Il fut fait en sorte qu'une fois les roitelets chassés ou soumis, ou pour mieux dire les voleurs, le pouvoir tout entier revint en une seule main⁶⁹.

Le processus de construction de l'Etat régional lombard est ici nettement valorisé comme vecteur d'ordre et de justice et, surtout, l'annexionnisme milanais est légitimé en ce qu'il permet de restaurer une dignité et une liberté communes à tous ceux qu'il domine. Sans aller aussi loin que Brunni, Biglia avance l'hypothèse hardie d'une unité des territoires soumis, en assimilant à de simples repaires de voleurs les entités juridictionnelles (*regna et oppida*) que Jean Galéas a éliminées.

La seconde raison invoquée pour justifier la politique viscontienne fut le rôle de gardien de l'Italie contre les invasions venues des Alpes :

Pour donner mon opinion, jamais les ennemis étrangers n'auraient fait défaut pour envahir l'Italie, si cette province n'avait eu un seul et puissant chef⁷⁰.

L'argument, cette fois-ci, se veut d'ordre militaro-politique, mais l'auteur s'appuie sur la notion de province, entendue comme véritable marche-frontière, faisant pièce à une altérité extra-italienne irréductible. Autrement dit, Biglia exalte l'unité politique de la Lombardie, mais sans aller jusqu'à

⁶⁷ Les Visconti n'ont pas commandité de projet historiographique qui valoriserait l'antique royaume d'Italie. Ce projet sera entrepris sous les Sforza, notamment à l'époque du More, qui demandera à Giorgio Merulla d'écrire une *Histoire des Visconti*, faisant descendre cette famille des Lombards et appelant à la création d'un vaste Etat monarchique dans la région. G. Merulla, *Historia Vicecomitum*, col 65. : "Liber V. Reperitur Vicecomitum origo Vicecomitum gentem a regibus Longobardorum prognatam satis constat.", dans Graevius, *Thesaurus Antiquitatum et Historiarum Italiae*, t.III, part.I, Lugduni Batavorum, 1704.

⁶⁸ Sur l'auteur, voir E. Cochrane, *Historians and Historiography in the Italian Renaissance*, Chicago, 1981, p.111.

⁶⁹ Texte dans G. Romano, "Un giudizio di A. Biglia sulla funzione dei Visconti e del ducato di Milano", *Bollettino della società pavese di storia patria*, XV, 1915, p.140 : "quum antea Italia plura paene regna haberet quam oppida neque libertati aut dignitati locus esset, hi primum in hanc provinciam cuiusdam auctoritatis nomen aut ius intulere. Unde factum est ut, dissipatis ac sublatis regulis, aut, si verius dicendum est, latronibus, universa res in unam dominationem concesserit." A remarquer que l'assimilation des petits seigneurs locaux à des voleurs est un thème biblique (Livre des Rois, 4, 24, 2).

⁷⁰ *Ibid.* : "Atque ut sententiam meam proferam, numquam deerunt peregrini hostes qui Italiam invadant, si non haec provincia unum atque eundem potentem ducem habuerit."

une forme de patriotisme lombard. L'Italie demeure pour lui une entité géographique et affective indépassable.

Cette incapacité à susciter une adhésion patriotique articulée soit sur un espace politique précis et circonscrit, soit sur une fidélité dynastique, est d'autant plus remarquable que l'époque ici considérée, à savoir la charnière des XIV-XV siècles, était pour ainsi dire propice à l'émergence d'une telle conscience. Les luttes sans fin entre puissances régionales (Milan contre Venise; Venise contre Gênes; Milan contre Florence) ou les rivalités des dynasties étrangères (Angevins contre Aragonais) pour le royaume de Naples, auraient pu lacérer la référence à une Italie commune. Il n'en fut rien, malgré de fragiles tentatives comme celle de Bruni qui restait trop idéologique ou polémique pour entraîner un consentement, d'autant, et c'est là l'essentiel, que les pratiques politiques des dirigeants s'accommodaient fort bien des différences intra-régionales, dès lors que la domination (dynastique ou "républicaine") était respectée. La deuxième moitié du XV siècle, tout entière caractérisée par une politique d'équilibre (instable) des puissances régionales, allait marquer le retour en force de Rome (et de la papauté⁷¹) comme point de ralliement de la culture humaniste, mais surtout comme capitale diplomatique de la péninsule. Significativement, Flavio Biondo faisait paraître, à peu d'années d'intervalle, sa *Roma instaurata* (1446) et son *Italia illustrata* (1453) qui se présentaient comme les deux faces d'une même gloire.

Plus profondément, l'interaction de la diplomatie des grandes cours italiennes du deuxième XV siècle, dont l'objectif convergeait (au moins formellement) pour tenir les étrangers, Français et Allemands, hors de la péninsule, contribuait à donner un sentiment d'unité politique de l'Italie, *ante litteram*⁷². Une unité politique et culturelle qui ne serait pas coulée dans le moule d'un Etat unitaire⁷³. Mais entre la fidélité dynastique ou l'attachement à la cité dominante d'une part et d'autre part, le maintien des sentiments municipalistes, il n'y avait guère de place pour l'émergence d'une réelle capitale d'état : peut-être que cet échec désigne implicitement le chaînon manquant de la souveraineté. Peut-on créer un état sans capitale, reconnue et acceptée par l'ensemble des sujets, qui formerait une enveloppe identitaire indispensable et intermédiaire entre le souverain, le territoire et les sujets ?

⁷¹ Voir la contribution de V. De Caprio, "Illuc hanc urbem Romanam esse ubi curia sit", dans *Letteratura italiana, Storia e geografia, II, l'età moderna*, I, Einaudi, Turin, 1988, p.335- sq.

⁷² Voir Paolo Margaroli, "L'Italia come percezione di uno spazio politico unitario negli anni cinquanta del XV secolo", *Nuova rivista storica*, LXXIV, 1990, p.517-536. L'A. ne manque pas de relever combien la thématique de l'exclusion des étrangers de l'Italie joue un rôle fédérateur des diplomaties de la péninsule; mais, il montre aussi les contradictions dans ce refus de l'intervention de l'étranger, comme dans cette lettre du doge de Venise à l'ambassadeur de François Sforza à Venise, où le doge dit, à propos de la dédition de Gênes au roi de France en 1458, que pour la Sérénissime mieux vaut un accord avec le roi de France qu'un accord entre Gênes et le roi de Naples: "Non vorremmo che Genova avesse preso altro partito, si pur quando dovendolo pigliare nuy stimemo che questo del re di Francia sia lo manco reo ch'el habia possuto pigliare per li fatti nostri d'Ytalia" (p.534).

⁷³ C'est aussi ce qu'a montré, pour une période postérieure, V. Ilardi, "Italianità among some Italian intellectuals in the Early sixteenth Century", *Traditio*, XI, 1956, p.339-367.